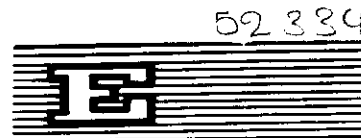
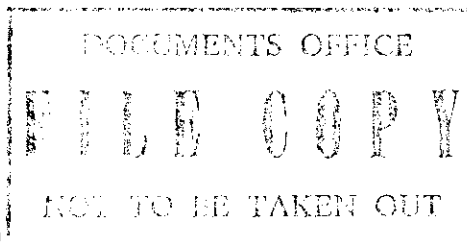




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.15/29

21 mars 1989

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
27 mars - 3 avril 1989

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-quatrième session de la Commission/
Quinzième réunion de la Conférence des
ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
6-10 avril 1989

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**SUITE DONNEE AUX RESOLUTIONS PERTINENTES ADOPTEES LORS DE LA VINGT-TROISIEME
SESSION DE LA COMMISSION/QUATORZIEME REUNION DE LA CONFERENCE
DES MINISTRES**

* E/ECA/TPCW.10/1.

** E/ECA/CM.15/1.

1. La vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification s'est tenue au Palais des Congrès de Niamey (Niger) du 14 au 17 avril 1988. La réunion a adopté 34 résolutions portant sur la plupart des secteurs du développement socio-économique de l'Afrique. Parmi ces résolutions, cinq étaient spécialement adressées à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Les mesures prises à propos de ces résolutions sont indiquées dans le document E/ECA/CM.15/30 intitulé "Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1988 et par l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique". Les autres résolutions étaient adressées aux Etats membres, au Secrétaire exécutif de la CEA, aux organes des Nations Unies et à d'autres organisations. Le présent document est un rapport à la réunion sur les diverses mesures prises par le secrétariat de la CEA en vue de mettre en oeuvre certaines de ces résolutions.

Résolution 631 (XXIII) : Déclaration de Khartoum : vers une approche du redressement socio-économique et du développement en Afrique centrée sur l'homme

2. Depuis l'adoption de la résolution 631 (XXIII), les actions suivantes ont été menées en vue de mettre en oeuvre cette résolution et la Déclaration de Khartoum :

- La Déclaration de Khartoum est devenue un document officiel du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et on a tenu compte de la Déclaration dans les délibérations du Comité.
- A sa seconde session ordinaire de 1988 le Conseil économique et social a examiné la Déclaration de Khartoum et la résolution 631 (XXIII) et a adopté à ce propos la résolution 1988/66. Dans cette résolution le Conseil se félicitait de la volonté manifestée par les Etats membres de la CEA d'appliquer les recommandations de la Déclaration de Khartoum en faisant du facteur humain un élément essentiel de leurs programmes de redressement et de développement à long terme; et exhortait également les institutions financières internationales, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à contribuer activement à l'application des recommandations figurant dans la Déclaration de Khartoum et, partant, de veiller à ce que, dans leurs programmes d'assistance aux pays africains, il soit tenu dûment compte du facteur humain.
- La Déclaration de Khartoum a été largement diffusée par le Secrétaire exécutif de la CEA auprès de tous les intéressés. Une publication spéciale sur la Déclaration a également été préparée et distribuée par la CEA. Un ouvrage contenant une version éditée des documents de la Conférence est en cours de préparation.

- A sa huitième réunion tenue à Genève les 27 et 28 novembre 1988, l'Equipe spéciale interinstitutions chargée du suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique au niveau régional a examiné un plan d'action pour l'application des recommandations de la Déclaration de Khartoum qui entrera en vigueur en 1989. Dans le cadre de ce plan d'action, une équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique a été créée pour assurer une coordination efficace des activités à l'échelle du système des Nations Unies dans cet important domaine.
- Le Conseil d'administration du PNUD a, à sa trente-cinquième session, examiné la Déclaration de Khartoum et adopté une résolution dans laquelle il invitait le PNUD à soutenir les aspects de la Déclaration entrant dans le cadre de son mandat.
- La CEA a déjà pris des mesures pour mettre en oeuvre les recommandations de la Déclaration et a également instamment demandé aux organismes et institutions des Nations Unies d'en faire autant.

Résolution 634 (XXIII) : Coopération entre la CEA et le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes et les programmes européens

3. La résolution a été transmise au PNUD et, se fondant sur celle-ci, le Bureau régional a examiné cinq propositions de la CEA qui lui ont été soumises. L'une de ces propositions (PADIS de l'Afrique du Nord) a été approuvée et des négociations se poursuivent concernant les quatre autres, à savoir la ZEP, le Programme de développement statistique pour l'Afrique, l'ORAN et les activités féminines en Afrique du Nord.

Résolution 635 (XXIII) : Sécheresse et désertification

4. Dans la résolution 635 (XXIII) sur la sécheresse et la désertification, le Secrétaire exécutif de la CEA était prié d'étudier la possibilité d'instaurer la coopération entre l'ensemble des pays africains ainsi qu'il est prévu dans le Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique; de soutenir les organisations sous-régionales déjà créées pour faire face, de façon plus efficace et plus décisive, aux problèmes liés à la sécheresse et à la désertification; et de faire rapport à la Conférence des ministres à sa quinzième réunion sur l'application de la présente résolution.

5. S'agissant de la possibilité d'instaurer la coopération entre l'ensemble des pays africains ainsi qu'il est prévu dans le Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse, la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (CAAMD) rendra possible cette coopération. Le CAAMD recueillera des données météorologiques, traitera et analysera les données reçues, fournira systématiquement et périodiquement des informations aux utilisateurs pour des applications à la production agricole, à la gestion des ressources en eau et à d'autres activités humaines qui dépendent des conditions climatiques. Le Centre effectuera les tâches suivantes :

1. Observation des conditions météorologiques sur le continent et fourniture de prévisions;
 2. Classification du climat et définition des principaux systèmes climatiques sur les terres tropicales semi-arides et arides d'Afrique;
 3. Mise au point de méthodes pour l'application de renseignements météorologiques à l'amélioration de la production agricole et aux activités humaines dépendant du climat ainsi qu'à la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui dépendent des conditions climatiques;
 4. Formation d'experts scientifiques et de techniciens grâce à l'organisation d'ateliers, de séminaires et de cours de recyclage dans les techniques adaptées aux domaines 1 à 3 susmentionnés;
 5. Réalisation de la recherche appliquée en météorologie pour une meilleure compréhension des phénomènes atmosphériques et climatiques responsables des risques naturels d'origine climatique.
6. Le CAAMD complètera et appuiera les activités des programmes des organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales telles que Agrhymet au Sahel, Hydro-Niger au Niger et celles menées par le CILSS, l'IGADD en Afrique de l'Est et la SADCC en Afrique australe qui tous favoriseront l'applicabilité des produits du CAAMD aux niveaux national, sous-régional et régional.
7. En plus du CAAMD, des services consultatifs régionaux sur la lutte contre la sécheresse et la désertification sont fournis à des Etats membres et à des organisations intergouvernementales.

Mise en oeuvre de la résolution 636 (XXIII)
Zone d'échanges préférentiels en Afrique du Nord

8. Les résolutions du Conseil de plénipotentiaires du MULPOC d'Afrique du Nord relatives à la mise en place d'une zone d'échanges préférentiels (adoptées depuis 1985) ont abouti à l'engagement des pays membres à établir la ZEP. Ces résolutions ont été réitérées par la résolution 593 (XXII) du Conseil des ministres de la CEA sur l'engagement des gouvernements de la sous-région de créer la ZEP et sur la nécessité de définir les actions à prendre dans ce sens. La réunion inaugurale de négociation tenue en novembre 1987 est la conséquence de cet engagement. Elle a défini les termes de référence du groupe de négociations qui a décidé d'entreprendre les études globales et sectorielles pour la préparation des projets de Traité et de protocoles instituant la ZEP.
9. La résolution 636 (XXIII) de la Conférence des ministres de la CEA de 1988 a approuvé le programme de négociations de l'Equipe intergouvernementale d'experts et a prié les Etats membres de fournir les données et les informations pour aider la CEA à préparer les études demandées. Elle a renouvelé en outre son appel au PNUD pour qu'il apporte son concours financier nécessaire à la création de la ZEP

et à la mise en place de son secrétariat. La mise en oeuvre de cette résolution a conduit le secrétariat à entreprendre deux actions dirigées l'une vers les Etats, l'autre vers le PNUD.

10. Les efforts entrepris auprès des Etats membres ont abouti à la désignation, par les six pays de la sous-région, d'experts nationaux devant collaborer à la réalisation des études et à la préparation des projets de Traité et de protocoles. Chaque pays a désigné un expert (sauf le Maroc qui en a désigné deux) qui seront mis, à titre gratuit, à la disposition de la CEA/MULPOC pour contribuer à la préparation des études.

11. L'effort entrepris auprès des sources de financement a revêtu plusieurs aspects. D'une part un descriptif de projet a été établi et soumis au PNUD pour financement. N'ayant pas reçu à ce jour de réaction de la part du PNUD, la CEA a entrepris trois actions. La première action est dirigée vers les Etats membres pour qu'ils apportent leur appui à ce descriptif de projet soit au moyen de l'intervention directe auprès du PNUD, en écrivant à ce dernier, ou par l'intermédiaire des représentants permanents de ces Etats à New York, afin d'amener le PNUD à approuver le projet sans pour cela négliger le contact direct, à l'exemple des interventions du Secrétaire exécutif auprès de l'Administration adjoint du PNUD-RBAS.

12. La seconde action a été dirigée vers d'autres sources de financement telles : la Banque islamique de développement qui accepte le principe de prendre en considération le projet et d'examiner la possibilité de le financer, et le Fonds saoudien de développement.

13. La troisième action a consisté à mobiliser les fonds propres de la CEA et à utiliser le reliquat des contributions du Soudan et de la Tunisie au FASNUDA. Un descriptif de projet (révisé par la suite pour tenir compte de la totalité du reliquat) a été établi et soumis au PAAC. Bien que le montant de ce reliquat soit bien inférieur aux besoins réels pour mener à termes les études et les projets de Traité et de protocoles, le descriptif en question ne retient finalement que l'essentiel des opérations. Ce faisant, on espère parvenir à réduire le retard enregistré par rapport au calendrier initial établi par le groupe de négociations lequel a prévu l'approbation des projets de Traité et de protocoles et leur signature en 1990.

Mise en oeuvre de la résolution 637 (XXIII)
Emigration des pays membres du MULPOC d'Afrique du Nord

14. La résolution 637 (XXIII) du Conseil des ministres de la CEA a réitéré la résolution no. 4 du Conseil de plénipotentiaires du MULPOC de 1988. Sa mise en oeuvre a conduit le MULPOC et la CEA (ECO) à correspondre avec les organisations régionales et internationales engagées dans des programmes similaires à coordonner leur action avec celle de la CEA/MULPOC dans le domaine de l'émigration. Cette correspondance invite en outre certaines organisations (CEE, OCDE, BIT, etc.) à communiquer la bibliographie traitant des différents aspects de l'émigration, en particulier la question de la seconde génération, de la réadaptation et de la réinsertion des émigrés dans le marché de travail, et l'impact sur le marché de l'emploi.

15. Un descriptif de projet a été préparé par la Division de la population de la CEA. Le descriptif comporte trois phases dans la mise en oeuvre de ce projet. La première phase concerne la préparation des études, la seconde la tenue d'un séminaire et la troisième les services de conseils aux gouvernements.

16. En raison des difficultés que le projet risque de rencontrer pour son financement, et conformément aux instructions du Secrétaire exécutif de faire financer certaines activités sur le fonds de consultation, il a été décidé de soumettre les termes de références de l'étude dont la préparation sera confiée à un consultant. Une demande sera soumise à l'administration l'invitant à dégager les fonds nécessaires pour cette consultation.

17. Il est attendu que l'étude sera achevée au cours du premier semestre de l'année 1989. Quant au séminaire il se tiendra dès que l'étude finalisée aura été distribuée aux Etats. Le séminaire déterminera la nature des conseils aux gouvernements, ce qui constitue la troisième phase du projet.

Mise en oeuvre de la résolution 638 (XXIII)
Développement de l'industrie en Afrique du Nord

18. La résolution concerne l'assistance de l'ONUDI à la réalisation de l'ensemble des activités et programmes relatifs au secteur industriel, à la réalisation de l'étude sectorielle sur l'industrie et à la préparation du Protocole dans le cadre du Traité instituant la ZEP en Afrique du Nord.

19. La réunion sous-régionale de suivi sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, 30 mai - 3 juin 1988, a été l'occasion pour les différentes organisations participantes à réitérer leur souhait de renforcer la coopération entre elles, en vue de promouvoir l'intégration industrielle sous-régionale en Afrique du Nord. Si les propositions envisagées devaient aboutir, on devrait assister prochainement à l'institutionnalisation d'un comité au sein de l'ONUDI qui aura pour tâche d'assurer le suivi de l'intégration industrielle de la sous-région. Le développement des relations de coopération, particulièrement entre l'ONUDI et la CEA/MULPOC, pourrait dans un premier temps aboutir à la contribution de l'ONUDI à la préparation des études sectorielles et du protocole dans le cadre de la création de la ZEP en Afrique du Nord. Le Directeur général de l'ONUDI a été approché pour justement approuver cette participation.

Mise en oeuvre de la résolution 640 (XXIII)
Promotion du tourisme et développement de la gestion hôtelière et
des ressources humaines pour le secteur du tourisme

20. Il est à noter que la résolution demande au Secrétaire exécutif de la CEA, dans les limites des ressources disponibles et à partir de ressources extrabudgétaires pouvant être mobilisées, de réaliser un nombre assez important d'actions. Les succès de la CEA dépendent de ce fait des ressources provenant d'ailleurs. Les actions suivantes ont été entreprises :

Requête no. 1

Intensifier la coopération avec les organisations internationales et tout particulièrement les organisations intergouvernementales africaines en vue d'aider les pays africains à renforcer leurs programmes d'action touristiques, à mobiliser et à coordonner les ressources disponibles pour maximiser leurs effets sur le développement du tourisme en Afrique

21. Le rapport de la réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme à Kinshasa fut envoyé à toutes les organisations intergouvernementales africaines ainsi qu'à certaines organisations non africaines et aux participants.
22. Dès juillet, une lettre était envoyée à la CEDEAO et à la CEAO mettant l'accent sur les décisions de la Conférence sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme. Cette lettre annonçait la visite de l'administrateur de la CEA chargé du tourisme pour examiner les voies et moyens de la coopération interorganisations intergouvernementales africaines. Suite à la réaction positive de la CEAO la mission eut lieu en septembre. Un rapport a été élaboré à la suite de cette mission. La CEAO ayant demandé le concours de la CEA, les documents suivants ont été préparés par la CEA pour la CEAO :
- Termes de référence pour une étude de faisabilité de circuits inter-Etats pour les Etats membres de la CEAO;
 - Note sur la formation professionnelle pour le tourisme;
 - Projet de protocole pour la coopération en matière de tourisme à annexer au traité établissant la CEAO;
 - Rapport de mission auprès de la CEAO.
23. Les contacts sont actuellement en cours pour une mission dans les autres OIG en début d'année 1989. Les résultats de ces missions constitueront le document de travail de la réunion intergouvernementale en vue de la préparation d'une plateforme pour la coopération interorganisations intergouvernementales africaine.
24. Par ailleurs des contacts ont été établis avec le secrétariat de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) en vue de la mise en oeuvre des décisions des ministres à Kinshasa. D'ores et déjà les résultats suivants sont enregistrés :
- a) Etude sur le tourisme dans la sous-région comme composante du commerce réalisé par la ZEP avec contribution significative de la CEA;
 - b) Réunion spéciale des chambres de commerce de la ZEP pour établir la politique de la ZEP en matière de tourisme. La CEA n'a pas réussi à participer à cette rencontre. Un message a été envoyé à la réunion définissant les positions de la Conférence des ministres africains du tourisme.
25. Cette action est à rapprocher de celle qui a abouti à la création, au sein du secrétariat de la CEDEAO, d'une cellule tourisme et à la création de l'Association des administrations nationales de tourisme de l'Afrique occidentale. La mission prévue permettra de mieux définir les contours des programmes de ces entités et de leur coopération avec la CEA.

26. La CEPGL a demandé, à travers le MULPOC de Gisenyi, à la CEA d'organiser un séminaire sur les circuits inter-Etats de la CEPGL. A présent nous n'avons pas encore réussi à financer ce projet. Il a été demandé à la CEPGL de financer la participation de la CEA qui apportera une contribution technique au projet.

Requête no. 2

Entreprendre une étude sur les activités touristiques des organisations intergouvernementales sous-régionales en Afrique en vue de les réaliser et de leur apporter l'assistance technique nécessaire

27. La CEA est convaincue que les OIG sont un relais nécessaire à la mise en oeuvre de son action au niveau africain et qu'en les assistant elle améliore son efficacité sur le terrain. Les missions annoncées au point précédent aboutiront à la mise en oeuvre de cette résolution.

28. D'ores et déjà au niveau de la CEA, de la ZEP et de la CEDEAO, des résultats concrets sont perceptibles.

Requêtes no. 3 et 4

Mettre en place, au niveau sous-régional, des programmes et structures de promotion conjointe du tourisme et des circuits inter-Etats (voir activités signalées ci-dessus)

Entreprendre des études pour la mise au point de circuits inter-Etats et aider les Etats membres en vue de leur mise en place (voir projets avec la CEA et avec la CEPGL)

29. Il est prévu de réaliser l'an prochain une étude sur la mise en place des circuits inter-Etats devant servir de ligne directrice pour ce genre d'activités (1989).

Requêtes no. 5 et 6

Créer une association africaine du tourisme et prendre les mesures nécessaires à son fonctionnement

Aider les Etats africains à mettre en place des associations nationales de professionnels du tourisme et apporter une assistance technique aux associations existantes s'occupant de la promotion du tourisme

30. Dans une première phase une enquête permettra d'identifier les associations nationales de professionnels du tourisme et de définir leurs activités. Le questionnaire est en cours d'élaboration (novembre 1988).

31. D'ores et déjà les contacts pris avec les OIG prévoient la mise en place des associations sous-régionales avant la création de l'Association régionale qui pourrait fédérer les associations sous-régionales comme cela a été suggéré lors

de la réunion des experts gouvernementaux du tourisme à Kinshasa (Zaire). Pour que cette action aboutisse à des résultats concrets, elle doit être longuement mûrie et reposer sur des actions concrètes telles la création, la promotion et l'exploitation des circuits inter-Etats sous-régionaux, la formation professionnelle, la facilitation, etc.. C'est pourquoi un accent tout particulier est mis sur la participation active des organisations intergouvernementales sous-régionales. Le MULPOC de Tanger a prévu dans son programme de travail la création d'un comité sous-régional du tourisme.

Requête no. 7

Elaborer, en collaboration avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, l'Organisation mondiale du tourisme et le Bureau international du Travail des modèles de contrats de gestion et d'exploitation des différents types d'infrastructures hôtelières à soumettre le plus tôt possible à l'appréciation des Etats membres, et apporter l'assistance technique effective aux Etats et promoteurs africains pour la négociation et le contrôle de l'exécution des contrats avec les sociétés transnationales de gestion hôtelière

32. Le projet de document pour la mise en oeuvre de cette disposition a été élaboré en collaboration avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. Des négociations sont en cours avec le PNUD et d'autres sources bilatérales pour en assurer le financement. Il sera exécuté par le Centre et la CEA en collaboration avec le BIT et l'OMT.

33. Des actions de sensibilisation ont été entreprises dans certains Etats et auprès des administrations nationales du tourisme pour leur participation massive à la mise en oeuvre du projet. Les échos rencontrés sont des plus encourageants.

Requête no. 8

Création d'établissements sous-régionaux de formation en matière de tourisme et d'hôtellerie

34. Une enquête a permis d'identifier les moyens de formation professionnelle pour les métiers du tourisme en Afrique. L'étude présentée à la Conférence des ministres a défini les grandes orientations pour la formation professionnelle touristique. En collaboration avec le BIT un projet de document pour le développement des ressources humaines a été élaboré et soumis au PNUD par le Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique de la CEA (TACOO).

35. En marge de ce projet la note sur la formation préparée à l'intention de la CEAO a pour objet la mise en place d'une structure sous-régionale pour la formation professionnelle.

36. Des discussions sont actuellement en cours pour la mise en place d'un programme de formation de haut niveau qui sera réalisé par l'United States International University - Africa basée au Kenya. Une première mission a eu lieu en juillet à Addis-Abeba. Nous attendons les propositions finales qui pourront être soumises à la Conférence des ministres africains du tourisme.

Requête no. 9La mise en oeuvre de programmes de formation destinés à renforcer les services de tourisme et de l'hôtellerie à différents niveaux

37. Les programmes de travail de l'Unité tourisme prévoient deux séminaires l'an prochain, l'un sur les statistiques et l'autre sur les PME du tourisme et sur la participation de la femme africaine au développement du tourisme africain.

38. Les projets de documents pour le financement de ces projets sont déjà soumis. Un consultant sera recruté d'ici la fin de l'année pour la réalisation d'un document devant servir à la préparation d'une "méthode pour la réalisation d'une enquête sur le mouvement touristique". Les termes de référence de l'étude sur la participation de la femme au développement du tourisme africain et du "manuel de gestion pour les petites et moyennes entreprises touristiques" sont déjà élaborés. Les documents de travail pourraient être prêts pour la fin du premier trimestre 1989 si les ressources étaient disponibles.

39. Suite au séminaire sur les statistiques du tourisme, un manuel pour la collecte, le traitement et la présentation des statistiques de tourisme a été élaboré. Il sera publié très bientôt.

Requête no. 10La mise à jour et la publication à intervalles régulières d'un répertoire africain des infrastructures d'éducation et de formation afin d'assurer une coordination et une coopération mutuelle dans le domaine de l'éducation et de la formation

40. Les deux répertoires sont entièrement revus et sont actuellement à la frappe en vue de leur publication dans les délais les plus rapprochés.

Requête no. 11Organisation de "Foire africaines du tourisme" dans le cadre des foires commerciales aux niveaux régional, sous-régional et national

41. Une lettre circulaire a été adressée aux chambres de commerce et associations de chambres de commerce africaines pour que désormais une composante "tourisme" soit faite aux foires commerciales tant au niveau régional que sous-régional et national. Ampliation de cette lettre a été faite aux ministres du tourisme, aux administrations nationales de tourisme et associations nationales du tourisme pour suivi.

42. De pareilles lettres furent envoyées à l'OUA et aux organisations intergouvernementales africaines.

43. Des lettres sont envoyées aux ACP et à la CEE afin de faire prendre en compte la "Foire africaine du tourisme" dans le cadre de la Convention de Lomé III. Si ce projet aboutissait, la participation africaine serait payée par la CEE de même

que celle des partenaires européens. Ces partenaires pourront aussi se rencontrer en terre africaine, ce qui est l'objectif principal de la Foire africaine du tourisme.

Résolution 641 (XXIII) : Lutte contre les criquets pèlerins et les sauteriaux

44. On doit rappeler que la Conférence des ministres a adopté la résolution 641 (XXIII) relative à la lutte contre les criquets pèlerins et les sauteriaux en Afrique à un moment où une grande partie du continent était sérieusement menacée par le péril acridien. Dans cette résolution le Secrétaire exécutif de la CEA était chargé, en collaboration avec la FAO et l'OMM, d'aider au renforcement des structures nationales et sous-régionales adaptées à la lutte contre les invasions de criquets et à la création de systèmes d'alerte rapide. Le Secrétaire exécutif était également prié de mobiliser les fonds nécessaires à la lutte contre les criquets et les sauteriaux et d'élaborer des programmes intensifs de recherche susceptibles de fournir une solution durable à la sérieuse menace des criquets et des sauteriaux en Afrique.

45. Depuis avril 1988, le secrétariat a examiné les divers aspects de la résolution et a pris les mesures institutionnelles appropriées tant au sein du secrétariat qu'à l'extérieur pour sensibiliser les gouvernements et les donateurs afin d'intensifier la lutte antiacridienne qui se poursuit dans de nombreuses parties du continent.

46. La situation relative aux invasions de criquets, en particulier les criquets pèlerins continue d'être sérieuse. On peut même dire que la situation d'ensemble s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois. Les dégâts subis par les cultures en Afrique de l'Ouest, en particulier au Sénégal, en Gambie et au Cap-Vert ont été importants tandis que la situation globale en Mauritanie par exemple s'est notablement détériorée. Selon le bulletin du Centre d'urgence pour les opérations acridiennes de la FAO, il faudrait s'attendre à d'importantes invasions de criquets pèlerins dans la région sahélienne dans les semaines et mois à venir.

47. La situation d'ensemble en Afrique de l'Est n'est pas moins sérieuse. Au Soudan, la situation demeure préoccupante. L'extrémité nord de l'Ethiopie a également été un site aussi bien de reproduction que d'invasion du criquet pèlerin. Cette partie de la corne de l'Afrique est encore très vulnérable et on s'attend à la reproduction à une grande échelle de sauteriaux avec la possibilité de formation dans cette zone d'un grand nombre d'essaims qui se déplaceraient ultérieurement dans la direction Nord-Nord-Est vers le Proche-Orient. Selon ECLO, le bulletin de la FAO, il existe encore des risques modérés voire élevés d'invasion d'essaims en Somalie; pour le Kenya les risques d'invasion seraient faibles.

48. On peut donc dire que depuis l'adoption de la résolution 641 (XXIII), la situation s'est peut-être détériorée tant en ce qui concerne la reproduction que les invasions de criquets en dépit des importantes mesures de lutte antiacridienne prises par les pays affectés et de l'assistance généreuse fournie par les pays donateurs durant cette période.

49. Dans l'application de la résolution 641 (XXIII), la Commission a travaillé en étroite collaboration avec toutes les institutions multilatérales et bilatérales concernées, en particulier la FAO qui assume la responsabilité entière de coordonner, au niveau mondial, les questions relatives aux criquets et sauteriaux. Cependant, comme les pays membres le savent, un certain nombre d'institutions bilatérales ont apporté leur assistance aux pays gravement affectés par les criquets et les sauteriaux. Cette assistance généreuse devra se poursuivre en 1989. Selon des estimations de la FAO, on aura besoin de 250 millions de dollars pour les programmes de lutte au cours de 1989. On aura donc à faire face à des défis encore plus grands pour acquérir des ressources substantielles provenant tant des pays affectés que des donateurs extérieurs.

50. Suite aux recommandations de la résolution 641 (XXIII), l'une des importantes actions menées par la CEA a été de fournir un encadrement institutionnel approprié pour que les différents MULPOC travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements et les donateurs concernés par la lutte antiacridienne. Les directeurs des MULPOC ont régulièrement tenu des consultations avec les institutions nationales compétentes afin de renforcer les moyens de lutte au niveau national. Cette pratique va se poursuivre durant l'année en cours et par la suite jusqu'à la cessation de la menace des criquets et des sauteriaux.

51. L'action la plus importante prise par la CEA dans le cadre de l'application de cette résolution est la convocation de la réunion interorganisations concernant les criquets et les sauteriaux en Afrique. La réunion a été la première du genre jamais tenue en Afrique et les institutions qui y ont participé, surtout celles de la région, ont vivement salué la décision de la Commission d'organiser cette réunion. La réunion a recommandé la création, sous l'égide de la Commission, d'une équipe spéciale permanente chargée de surveiller tous les programmes de lutte - y compris la recherche - qui devraient être exécutés au cours des deux à trois prochaines années. Les importantes conclusions de la réunion pour lesquelles des activités intensives de suivi sont déjà en cours sont les suivantes :

- La réunion a noté l'importance du renforcement, au niveau national, des moyens de prévision, de surveillance et de lutte contre la reproduction, l'infestation et l'invasion de criquets.
- La réunion a identifié une série de lacunes au niveau national, en particulier la baisse de l'efficacité des institutions nationales participant à la lutte contre les criquets et les sauteriaux. Ces lacunes sont exposées en détail aux pages 6 à 8 du rapport de la réunion consultative interorganisations sur les criquets pèlerins et les sauteriaux en Afrique. La Commission participe activement à des consultations avec les institutions multilatérales, en particulier la FAO, et également avec des donateurs bilatéraux afin de renforcer, à court terme, les moyens de lutte des institutions nationales et sous-régionales. Parallèlement, la Commission est en rapport avec les organisations sous-régionales de lutte contre le criquet en vue de renforcer l'action au niveau sous-régional. A cet égard, la Commission a participé à la réunion organisée par l'OCLALAV à N'Djamena, du 10 au 16 décembre 1988 pour examiner le renforcement de cet organisme à la lumière des graves infestations actuelles de criquets et de sauteriaux dans la sous-région.

52. Durant l'exercice biennal 1990-1991, la Commission se propose d'organiser trois ateliers en vue d'identifier les déficiences techniques des pays les plus affectés par les acridiens. Il faut espérer que ce processus d'identification en matière technique et de ressources sera suivi d'un programme systématique de mise en place de moyens pour les institutions nationales et sous-régionales.

53. La réunion a également recommandé l'établissement à moyen terme d'un système d'alerte rapide organisé, entretenu et contrôlé par la région, renforçant en définitive le Centre d'urgence pour les opérations acridiennes en Afrique de la FAO. La conséquence pratique de cette recommandation est que les catastrophes en Afrique devraient être gérées par des institutions africaines - enregistrement, diffusion, traitement et recherche des remèdes. Afin de réaliser cet important objectif, la CEA a recruté un consultant chargé de mettre au point les détails techniques et institutionnels du fonctionnement du système d'alerte rapide susmentionné. La Commission espère que ce système sera opérationnel à la fin de cette année.

54. La solution à long terme en matière de technologies de substitution pour la lutte contre les criquets et les sauteriaux, en particulier les criquets pèlerins, constitue une préoccupation majeure de plusieurs institutions du système des Nations Unies. On est fermement convaincu de la nécessité de mettre au point une technologie de substitution à l'emploi de produits chimiques toxiques dans la lutte contre les acridiens, en raison essentiellement du fait que ces produits nuisent à l'environnement. La Commission a très tôt pris conscience de ce problème et a tenu des consultations intensives avec le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (dont le siège est à Nairobi) afin que cette institution mette au point un programme bien conçu de lutte biologique, en particulier contre le criquet pèlerin. A cet égard, la Commission a assisté à une réunion internationale tenue au Caire du 12 au 14 décembre. Cette réunion organisée par le PNUD avait un objectif clair, à savoir trouver un moyen de lutte biologique comme solution de rechange aux produits chimiques toxiques. L'aboutissement de cette importante direction de recherche prendra sans aucun doute du temps mais la Commission note avec satisfaction qu'une décision a été prise au Caire pour établir un réseau international chargé de coordonner et de suivre cet important effort de recherche qui, comme on l'espère, sera basé au Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes à Nairobi. Des engagements financiers ont déjà été pris afin de rendre le réseau opérationnel.

55. Les mesures ci-dessus ont été prises sans ressources budgétisées. La Commission a dû recourir à des ressources extrabudgétaires pour mettre en oeuvre la résolution 641 (XXIII). La Conférence des ministres pourrait examiner les moyens de recueillir des ressources tant au niveau des pays affectés que de l'extérieur. Il faut reconnaître que la CEA ne dispose pratiquement pas de ressources pour cette importante entreprise. La Conférence pourrait examiner les modalités d'organiser une mission de collecte de fonds dont la tâche principale serait de se rendre dans les pays capables de fournir les ressources nécessaires à la lutte contre l'infestation actuelle. Cette mission pourrait se rendre auprès d'importants bailleurs de fonds susceptibles de fournir une assistance en vue de la réalisation de cette importante entreprise.

Résolution 642 (XXIII) : Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

56. Dans la résolution 642 (XXIII) le Secrétaire exécutif de la CEA était prié de soumettre à la Conférence des ministres, à sa quinzième réunion, un rapport sur l'application de la présente résolution. Les paragraphes 4, 6 et 8 du dispositif sont particulièrement pertinents à cet égard.

Paragraphe 4 du dispositif : Le Conseil d'administration était prié d'établir, pour soumission à la quinzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA pour examen, des recommandations appropriées concernant le budget de l'Institut, le montant brut de la contribution financière du pays hôte ainsi que les contributions des Etats membres. Pour des raisons d'ordre juridique cependant, la réunion du Conseil d'administration ne pouvait se tenir avant l'entrée en vigueur officielle de l'Acte constitutif de l'Institut. En effet, selon l'article XVII des statuts : "les statuts entrent en vigueur au moment de leur adoption par la Conférence des ministres et dès qu'ils ont été signés par dix Etats membres". La première condition de cet article a été remplie lors de l'adoption des statuts par la Conférence des ministres à sa quatorzième réunion. La seconde condition n'est pas encore réalisée.

Paragraphe 5 du dispositif : Le Secrétaire exécutif était prié de parachever les arrangements avec le pays hôte concernant le siège de l'Institut. A cet égard, le projet d'accord de siège a été préparé et soumis au Gouvernement de la République d'Ouganda pour recueillir ses observations. Des propositions de modifications ont été reçues par le secrétariat et incorporées dans le projet d'accord qui a été de nouveau soumis au Gouvernement de la République d'Ouganda pour examen et approbation. La signature de l'accord de siège aura lieu immédiatement après son approbation par le Gouvernement de la République d'Ouganda.

Paragraphe 6 du dispositif : Les Etats membres étaient priés de signer l'Acte constitutif de l'Institut dès que possible. Jusqu'à présent seuls les six pays suivants l'ont fait : Ouganda, Guinée, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Soudan et Somalie. Le secrétariat déploie des efforts considérables aussi bien par des voies officielles que par des consultations informelles pour amener les Etats membres à signer les statuts. Le Gouvernement ougandais s'est également mis en rapport avec les Etats membres au sujet de cette question. Par l'entremise de l'Organisation de l'unité africaine un appel a également été lancé à tous les Etats membres pour qu'ils signent rapidement les statuts. Des exemplaires des statuts ont été envoyés aux Etats membres et à toutes leurs ambassades à Addis-Abeba.

Paragraphe 8 du dispositif : Un appel a été lancé au PNUD afin qu'il envisage avec bienveillance d'apporter à l'Institut un financement à long terme. Après l'achèvement de la phase initiale du projet, le secrétariat a préparé un descriptif de projet pour un financement à long terme qu'il a soumis au PNUD. Le PNUD a indiqué que l'examen du descriptif dépend de la signature de l'Acte constitutif par dix Etats membres, preuve de leur adhésion aux objectifs de l'Institut.

Résolution 645 (XXIII) : Soutien aux pays du sud-ouest de l'océan Indien affectés par les cyclones tropicaux et les catastrophes naturelles

57. Dans cette résolution, le Secrétaire exécutif de la CEA était prié de coordonner les activités des autres organisations dans la sous-région; d'établir, en collaboration avec le secrétariat général de l'OUA et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, un plan d'action pour faire face aux catastrophes naturelles et réduire leurs effets néfastes sur le développement économique et social en Afrique en général et dans les pays africains les moins avancés en particulier; et de faire rapport sur la question à la quinzième réunion de la Conférence des ministres.

58. La CEA est entrée en contact avec les institutions spécialisées des Nations Unies concernées, à savoir l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, le PNUE, la CNUCED, l'UIT ainsi qu'avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge pour une mise à jour de leurs activités dans la zone de l'océan Indien et pour leur demander de mettre en oeuvre les paragraphes pertinents de la présente résolution.

59. En outre, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies en tant que chef de file, a été prié de préparer un projet de plan d'action pour faire face aux catastrophes naturelles et réduire leurs effets néfastes sur les pays du sud-ouest de l'océan Indien. Ce projet sera ensuite examiné par l'OUA, la CEA et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour rédaction définitive et présentation à la Conférence des ministres pour examen et adoption.

Résolution 651 (XXIII) : Ressources pour le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement

60. Dans cette résolution, le Secrétaire exécutif de la CEA était prié, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OMM et les chefs de secrétariat des autres organismes des Nations Unies compétents, d'organiser dans les meilleurs délais des consultations avec les bailleurs de fonds en vue d'obtenir des ressources permettant au Centre de commencer ses activités.

61. Dans l'application des recommandations du Conseil et de la résolution 651 (XXIII), le calendrier proposé par le Conseil n'a pas pu être strictement respecté à cause des contraintes financières et de la difficulté à recruter des consultants devant travailler sur le descriptif du programme du Centre. Cependant, les activités suivantes ont été réalisées :

- a) Mise au point du projet du descriptif du programme du CAAMD y compris l'estimation des ressources nécessaires et les modalités de mobilisation des ressources auprès des Etats membres ainsi que l'établissement de la définition d'emploi et le recrutement du Directeur général

62. Le projet définitif du descriptif du programme est prêt pour être présenté à la prochaine réunion du Conseil d'administration pour approbation.

b) Retombées économiques du CAAMD

63. A la première réunion avec les bailleurs de fonds au niveau technique en février 1988, la nécessité d'une déclaration relative aux retombées économiques du CAAMD a été exprimée par les représentants des institutions de financement. Elle a été transmise au Conseil d'administration qui en a également perçu la nécessité car cela encouragerait les investissements dans le Centre aussi bien de la part des Etats membres que des bailleurs de fonds et des institutions de financement.

64. Avec l'assistance du PNUD, des consultants ont été engagés pour établir un premier projet qui sera ensuite examiné par la CEA, l'OMM et la FAO. Des observations sur le document ont été reçues des institutions participantes et le document a été révisé pour être présenté au Conseil d'administration.

i) Ressources permettant au CAAMD de fonctionner

65. S'agissant des modalités de mobilisation des ressources au niveau des Etats membres, une lettre a été envoyée aux Etats membres les priant de se conformer à la résolution 651 (XXIII) sur les ressources pour le Centre. Une réponse urgente des Etats membres est très souhaitable car cela :

a) influera sur le recrutement du Directeur général;

b) prouvera aux bailleurs de fonds potentiels l'engagement des Etats membres en faveur de la création du Centre.

ii) Préparation en vue des réunions des bailleurs de fonds

66. Comme indiqué plus haut, deux réunions étaient prévues, l'une technique et l'autre plénière.

67. La réunion technique doit préparer la réunion principale des bailleurs de fonds. Cette réunion a indiqué des domaines d'intérêt à l'intention des bailleurs de fonds pour que la fiche récapitulative du projet puisse être préparée à partir du descriptif du programme pour la réunion principale des bailleurs de fonds.

iii) Définition d'emploi et recrutement du Directeur général

68. La définition d'emploi pour le poste de Directeur général du Centre a été établie et le poste a été publié. La sélection sera faite immédiatement après et les candidats retenus seront présentés à un comité de sélection devant être choisi par le Conseil d'administration parmi ses membres. Il a en outre été proposé que les membres du Comité de sélection ne soient pas originaires des mêmes pays que les candidats.

iv) Suivi concernant la ratification des statuts du CAAMD

69. Des lettres ont été envoyées aux Etats membres à propos des ressources du CAAMD et également pour les prier d'appliquer la résolution 651 (XXIII) en ratifiant les statuts du Centre s'ils ne l'ont pas encore fait et en payant leurs contributions. La question a été largement débattue par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa réunion de février 1989.